

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29 novembre 2022

L'an deux mil vingt-deux, **le mardi vingt-neuf novembre**, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué en date du vingt-deux novembre, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Gérard RICHARD, Maire.

Présents (12) : M BONIFAIT Xavier, M BOURIN Philippe, M CHALUMEAU Joël, M CHAUVIN Alain, Mme CHEVALLIER Évelyne, Mme DURFORT Pascale, M FOURNIER Mickaël, Mme HOFFMANN Cécile, Mme MANCEAU Jacqueline, M METIVIER Thierry, M RICHARD Gérard, Mme VEILLE Gaëlle.

Absent excusé (1) : M GASIOR David, pouvoir donné à M BONIFAIT Xavier ;

Absente (1) : Mme SENEAL-VALLÉE Corinne.

12 membres du conseil présents / 13 membres du conseil votants
QUORUM ATTEINT

A été élu Secrétaire de séance : M BOURIN Philippe

ORDRE DU JOUR :

- Mise à l'approbation du PV de la séance du 27 septembre 2022
- Montant de la CLETC
- Reversement du produit de la Taxe d'aménagement à la communauté de communes Loir-Lucé-Bercé
- Modification de l'organisation des services communaux : suppressions, créations d'emplois et mise à jour du tableau des effectifs
- Mise à jour du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel
- Enfouissement des réseaux rue de la Bouvaterie
- Sélection d'une entreprise après mise en concurrence pour la réfection des trottoirs de la rue de la Gare
- Sélection d'une entreprise après mise en concurrence pour des travaux de réfection de pont
- Rénovation de la mairie – demandes de subventions DETR et autres subventions
- Reversement de la subvention Paris hippiques à la société de courses équestres
- Questions diverses

Le Conseil Municipal a adopté le procès-verbal de la précédente séance à l'unanimité.

**Objet :
MONTANT DE LA
CLETC
ATTRIBUTION DE
COMPENSATION
DEROGATOIRE**

DEL 2022/24

13 voix pour

Monsieur Gérard RICHARD, Maire invite le conseil à délibérer sur le montant d'attribution compensatoire dérogatoire 2022.

Le conseil municipal,

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment celles de l'article L. 5211-5, ainsi que celles des articles L. 5214 1 et suivants de ce code ;

Vu les dispositions de la loi du 12 juillet 1999 relatives au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts qui dispose que « le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges » ;

Vu le rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges établi le 21 juillet 2022, notamment son IV « propositions de la CLETC pour une adoption dérogatoire des attributions de compensation (1° bis du V de l'article 1609 nonies du CGI) » ;

Considérant que le montant définitif des attributions de compensation 2022 doit être approuvé par délibérations concordantes des conseils municipaux et du conseil communautaire ;

APRES EN AVOIR DELIBERE PAR 13 VOIX POUR, DECIDE :

Article 1er : Le conseil municipal approuve le montant dérogatoire d'attribution de compensation 2022 de 59 738,54 € pour la commune de Dissay sous Courcillon, tel que proposé par la CLETC dans son rapport établi le 21 juillet 2022 au IV « propositions de la CLETC pour une adoption dérogatoire des attributions de compensation (1° bis du V de l'article 1609 nonies du CGI) » ;

Article 2 : Le conseil municipal autorise M le Maire à signer tous documents afférents.

La présente décision, qui sera transmise au représentant de l'Etat, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

**Objet :
REVERSEMENT
DU PRODUIT DE
LA TAXE
D'AMENAGEMENT
A LA
COMMUNAUTE DE
COMMUNES LOIR-
LUCE-BERCE**

Après présentation de Monsieur le Maire,

Le conseil municipal,

Vu les dispositions de l'article 109 de la Loi de Finances 2022 rendant obligatoire à compter du 1er janvier 2022 le reversement total ou partiel de la part communale de la taxe d'aménagement à l'EPCI compte-tenu des charges d'équipements publics assumées par ce dernier sur le territoire communal, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil communautaire ;

DEL 2022/25

13 voix pour

Considérant que par délibération n° 2021 04 032 en date du 15 avril 2021, le conseil communautaire a adopté le plan local d'urbanisme intercommunal applicable sur son entier territoire ;

Considérant qu'en application de l'article 1639 quater A-I du code général des impôts, la taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un PLU (ou PLUi) ;

Considérant que par délibération en date du 01/11/2021 le conseil municipal a décidé de porter le taux de la taxe d'aménagement sur la commune de Dissay sous Courcillon à 1,5 % ;

Considérant que dans l'attente d'un travail de réflexion plus poussé, la communauté de communes propose de retenir un pourcentage de reversement à hauteur de 1% du produit total de la taxe d'aménagement collecté sur les années 2022 et 2023, cette règle devant être revue pour une application au 1er janvier 2024,

APRES EN AVOIR DELIBERE, PAR 13 VOIX POUR,

DECIDE :

Article 1er : Le conseil municipal institue à compter du 1er janvier 2022 un reversement du produit total de la taxe d'aménagement à la CC Loir-Lucé-Bercé à hauteur de 1%. Cette règle de partage sera applicable au produit perçu en 2022 et en 2023.

Article 2 : Le conseil municipal autorise M/Mme le Maire à signer la convention partenariale de reversement du produit de la taxe d'aménagement.

Article 3 : Le conseil municipal s'engage à procéder au reversement de ce produit par l'émission d'un mandat au profit de la communauté de communes, et de prévoir, par conséquent, les crédits nécessaires au budget 2022 et 2023.

Article 4 : Le conseil municipal autorise M le Maire à signer tous documents afférents.

Objet :
MODIFICATION
DE
L'ORGANISATION
DES SERVICES
COMMUNAUX :
SUPPRESSIONS,
CREATIONS
D'EMPLOIS ET
MISE A JOUR DU
TABEAU DES
EFFECTIFS

DEL 2022/26

13 voix pour

Monsieur le Maire indique au conseil qu'il a reçu un courrier de l'agent communal exerçant à 25/35 h hebdomadaires, en poste en tant qu'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, l'informant de faire valoir ses droits à la retraite au 1^{er} décembre 2022 sous réserve de l'accord de sa caisse de retraite.

Monsieur le Maire indique que conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des services publics, Monsieur le Maire propose de revoir l'organisation des services à mettre en place suite au départ effectif en retraite de l'agent, et propose pour cela d'envisager les créations et suppressions de postes suivantes :

5 SUPPRESSIONS :

- Adjoint Administratif principal de 1^{ère} classe (agent d'accueil – urbanisme – état civil) - **25/35 h : départ prévu en retraite le 01/12/2022**
- Adjoint Administratif principal de 1^{ère} classe (agent polyvalent en charge de l'agence postale 18h et de travaux de secrétariat de mairie 7,5h) - **25,5/35 h**
- Adjoint territorial d'animation (accueil périscolaire) - **9,83/35 h**
- Adjoint technique territorial (restauration scolaire) - **20/35 h**
- Adjoint technique territorial (agent polyvalent entretien, restauration scolaire) - **24,02/35 h**

4 CREATIONS,

- Adjoint Administratif principal de 1^{ère} classe - (agent d'accueil – urbanisme – état civil – élections – régies – formation...) - **35/35 h - EN INTERNE**
- Adjoint Administratif (agence postale) - **18/35 h - RECRUTEMENT NOUVEL AGENT**
- Adjoint technique territorial (restauration scolaire + accueil périscolaire) - **28/35 h - EN INTERNE**
- Adjoint technique territorial (agent polyvalent entretien, restauration scolaire + accueil périscolaire) - **28/35 h - EN INTERNE**.

Les 4 créations interviendront à **compter de la radiation des effectifs l'agent** adjoint Administratif principal de 1^{ère} classe (agent d'accueil – urbanisme – état civil) à **25/35 h suite à son départ effectif en retraite**.

Monsieur le Maire précise que les agents en poste concernés par les suppressions puis créations d'emploi ont donné leur accord par écrit pour la réorganisation proposée ;

Monsieur le Maire précise que le comité technique, qu'il est réglementaire d'interroger pour avis sur les suppressions création d'emplois permanents, a été saisi et a rendu un avis favorable en date du 24/11/2022 pour cette réorganisation des services.

La réorganisation proposée entraine une modification du tableau des emplois et effectifs, avec une mise à jour proposée comme suit :

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS										
Emploi	Grade attaché à l'emploi	Date de création et de modification	Heures hebdo	ETP	TC / TNC	Emploi pourvu	Emploi non pourvu	Temps partiel	Agent	Grade agent
Agent restaurant scolaire / garderie périscolaire	Adjoint technique territorial	29/11/2022	28	0,80	TNC	1		NON	BARON Peggy	Adjoint technique territorial
Agent polyvalent entretien /restaurant scolaire / garderie périscolaire	Adjoint technique territorial	29/11/2022	28	0,80	TNC	1		NON	LEHOUX Alexandra	Adjoint technique territorial
ATSEM	ATSEM 1 ^{ère} classe		35	1,00	TC	1		NON	CARTREAU Véronique	ATSEM 1 ^{ère} classe
Secrétaire de mairie	Attaché / rédacteur / adjoint administratif ppal 1 ^{ère} classe /ppal 2 ^{ème} classe	26/01/2022	35	1,00	TC	en cours	1	NON	VACANT / recrutement prévu pour le 01/01/2023	

Agent administratif polyvalent / accueil / état civil / urbanisme / service à la population	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	29/11/2022	35	1,00	TC	1		NON	MARTINEZ Emmanuelle	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe
Agent d'agence postale	Adjoint administratif	29/11/2022	18	0,51	TNC		1	NON	VACANT / A POURVOIR	
Agent polyvalent des services techniques	Agent de maîtrise principal	11/09/2012	35	1,00	TC	1		NON	RINCENT Xavier	Agent de maîtrise principal
Agent polyvalent des services techniques	Agent de maîtrise	09/03/2022	35	1,00	TC	1		NON	CHANTELOUP Jimmy	Agent de maîtrise
Agent polyvalent des services techniques	Agent de maîtrise	09/03/2022	35	1,00	TC	1		NON	PINEAU Franck	Agent de maîtrise
			284	8,11		7	2			

Après présentation, le Conseil Municipal,

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8 ;

Vu le budget ;

Vu le tableau des emplois et des effectifs ;

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 24/11/2022 ;

Vu l'accord des agents en poste concernés ;

Considérant la nécessité de continuité des services publics suite au départ en retraite d'un agent communal ;

après délibération, à l'unanimité, **adopte** ces propositions de 5 suppressions et 4 créations, ainsi que la modification du tableau des emplois et des effectifs, et **précise** que l'emploi vacant d'agent de l'agence postale (18/35 h ouvert aux fonctionnaires relevant du grade d'adjoint administratif) :

- pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique. Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir ;
- par dérogation, pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction publique (L332-8 3^o Pour les communes de moins de 1 000 habitants et les groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants, pour tous les emplois) ;
- qu'en cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment, et que son niveau de recrutement et de rémunération seront définis selon le grade d'adjoint administratif.

Le conseil municipal charge Monsieur le Maire de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement de l'agent de l'agence postale.

**Objet :
MISE A JOUR
DU REGIME
INDEMNITAIRE
RIFSEEP**

DEL 2022/27

13 voix pour

Monsieur le Maire explique au conseil qu'une délibération portant sur l'actualisation du régime indemnitaire a été votée le 15 décembre 2016. Il précise que cette délibération doit être revue pour :

- Répondre aux exigences de la réglementation en vigueur pour ce qui concerne le RIFSEEP ;
- Pouvoir faire évoluer le régime indemnitaire des agents communaux.

Monsieur le Maire indique que c'est au conseil municipal de déterminer les critères d'attribution du régime indemnitaire, et de fixer les plafonds des montants d'IFSE et de CIA.

Il conviendra de présenter le projet de délibération au comité technique pour avis.

Ainsi Monsieur le Maire propose au conseil de fixer les critères d'attribution et montants plafonds avant de procéder à la saisine du prochain comité technique.

Le conseil municipal décide à l'unanimité de soumettre le projet suivant au comité technique, avec la détermination des groupes de fonctions, des critères de classement et des plafonds tels que définis ci-après :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES

LES BENEFICIAIRES

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail)
- Ce régime indemnitaire sera également appliqué **aux agents contractuels** relevant du code général de la fonction publique et occupant un emploi au sein de la commune.

MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie **d'arrêté individuel**, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération **est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.**

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique
- l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes
- l'indemnité pour travaux dangereux et insalubres

Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE)

ARTICLE 2 : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES CRITERES DE CLASSEMENT

CADRE GENERAL

Le RIFSEEP est composé de deux parts :

- une part fixe (IFSE) liée aux fonctions et à l'expérience professionnelle
- une part variable (CIA) liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

L'IFSE repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les critères suivants :

- **1- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;**
- **2- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;**
- **3 -Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.**

Ces montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

DEFINITION DES CRITERES PROFESSIONNELS POUR LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS DANS LES GROUPES DE FONCTIONS

La part fixe tiendra compte des critères professionnels ci-après :

Critère professionnel 1	Critère professionnel 2	Critère professionnel 3
Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
Définition	Définition	Définition

Tenir compte des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou bien encore de conduite de projets.	Valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent	Contraintes particulières liées au poste : physiques, responsabilités prononcées, lieux d'affectation, ...
--	---	--

PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES

L'expérience professionnelle des agents sera appréciée au regard des critères suivants :

Capacité à exploiter l'expérience acquise (quelle que soit l'ancienneté) :	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des compétences/réussite des objectifs • Initiative – force de proposition • Diffuse son savoir à autrui
Formations suivies :	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de la formation • Nombre de jour de formation réalisés • Préparation aux concours – concours passés
Parcours professionnel avant la prise de fonctions : diversité /mobilité Prise en compte possible à partir d'une certaine importance, sur le plan de la durée et /ou de l'intérêt du poste	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'années • Nombre de postes occupés • Nombre d'employeurs • Nombre de secteurs
Connaissance de l'environnement de travail (fonctionnement de la collectivité, relations avec les partenaires extérieurs, relations avec les élus, avec les collègues)	Appréciation par le responsable hiérarchique lors de l'entretien professionnel

NOMBRE DE GROUPE DE FONCTIONS

Au regard de l'organigramme, des fiches de postes et des critères définis ci-dessus, il est proposé de fixer par catégories hiérarchiques les groupes de fonctions suivants :

<u>FILIERE ADMINISTRATIVE</u>	<u>CATEGORIE B</u>	<u>GROUPE 1 / GROUPE 2</u>
	<u>CATEGORIE C</u>	<u>GROUPE 1 / GROUPE 2</u>
<u>FILIERE TECHNIQUE</u>	<u>CATEGORIE B</u>	<u>GROUPE 1 / GROUPE 2</u>
	<u>CATEGORIE C</u>	<u>GROUPE 1 / GROUPE 2</u>
<u>FILIERE MEDICO SOCIALE</u>	<u>CATEGORIE C</u>	<u>GROUPE 1 / GROUPE 2</u>
<u>FILIERE ANIMATION</u>	<u>CATEGORIE C</u>	<u>GROUPE 1 / GROUPE 2</u>

ARTICLE 3 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DETERMINATION DES MONTANTS MAXIMA DE L'IFSE PAR GROUPES DE FONCTIONS

CONDITIONS DE VERSEMENT

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel ou semestriel. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet, demi-traitement.

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de **L'IFSE** versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de

fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;

- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET PLAFONDS

Bénéficieront de l'IFSE, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après :

♦ FILIERE ADMINISTRATIVE

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

Cadre d'emplois des rédacteurs (B)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	
		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Secrétariat de mairie, responsable de service	17 480 €	17 480 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de la structure, fonctions de coordination, de pilotage, gestionnaire de dossier particulier	16 015 €	16 015 €

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Cadre d'emplois des adjoints administratifs (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	
		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Secrétariat de mairie, responsable de service, direction de services, gestionnaire comptable, chef d'équipe	11 340 €	11 340 €
Groupe 2	Assistant administratif doté d'une ou plusieurs spécialités (accueil, urbanisme, état civil) Agent d'exécution	10 800 €	10 800 €

♦ FILIERE TECHNIQUE

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Cadre d'emplois des adjoints techniques (C)		
Groupes De	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE

Fonctions		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Responsable d'équipe, agent doté d'une ou plusieurs qualification.s spécifique.s ou particulière.s	11 340 €	11 340 €
Groupe 2	Agent technique polyvalent	10 800 €	10 800 €

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps **d'adjoints techniques des administrations** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Cadre d'emplois des agents de maîtrise (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	
		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Responsable d'équipe, agent doté d'une ou plusieurs qualification.s spécifique.s ou particulière.s	11 340 €	11 340 €
Groupe 2	Agent technique polyvalent	10 800 €	10 800 €

◆ FILIERE MEDICO SOCIALE

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d'Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisé des écoles maternelles (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	
		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières	11 340 €	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution	10 800 €	10 800 €

◆ FILIERE ANIMATION

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d'Etat** transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.

Adjoint d'animation (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant de l'IFSE	
		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers	11 340 €	11 340 €
Groupe 2	Agent d'exécution	10 800 €	10 800 €

MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES

En l'absence de dispositions réglementaires, un agent ne peut pas prétendre au versement de son régime indemnitaire pendant sa période de congés pour indisponibilité physique. Il convient de délibérer sur les modalités de versement de l'IFSE :

- En cas de congé maladie ordinaire, de congé pour maladie professionnelle ou accident de service/accident du travail l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement
- En cas de congé de longue maladie et de congé de longue durée **le versement du régime indemnitaire est interrompu.** Toutefois, l'agent en CMO **placé rétroactivement en CLM ou CLD** conserve les primes d'ores et déjà versées pendant le CMO.
- En cas de congés annuels, de congés de maternité ou pour adoption, et de congé paternité, l'IFSE est maintenu intégralement.

ARTICLE 4 : MISE EN ŒUVRE DU CIA : DETERMINATION DES MONTANTS MAXIMA DU CIA PAR GROUPES DE FONCTIONS

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir :

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT

Le CIA fera l'objet d'un versement semestriel ou annuel.

Ce complément n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS ET DE LA MANIERE DE SERVIR

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants :

- L'investissement
- La capacité à travailler en équipe (contribution au collectif de travail)
- La connaissance de son domaine d'intervention
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste
- L'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs...
- Et plus généralement le sens du service public

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET PLAFONDS

Le CIA pourra être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-après, dans la limite des plafonds suivants, **eu égard au groupe de fonctions dont ils relèvent au titre de l'IFSE** :

♦ **FILIERE ADMINISTRATIVE**

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

Cadre d'emplois des rédacteurs (B)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant du CIA	
		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Secrétariat de mairie, responsable de service	2 380 €	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de la structure, fonctions de coordination, de pilotage, gestionnaire de dossier particulier	2 185 €	2 185 €

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Cadre d'emplois des adjoints administratifs (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant du CIA	
		Plafonds annuels réglementaire	Borne supérieure
Groupe 1	Secrétariat de mairie, responsable de service, direction de services, gestionnaire comptable, chef d'équipe	1 260 €	1 260 €
Groupe 2	Assistant administratif doté d'une ou plusieurs spécialités (accueil, urbanisme, état civil) Agent d'exécution	1 200 €	1 200 €

♦ **FILIERE TECHNIQUE**

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Cadre d'emplois des adjoints techniques (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant du CIA	
		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Responsable d'équipe, agent doté d'une ou plusieurs qualifications spécifiques ou particulières	1 260 €	1 260 €
Groupe 2	Agent technique polyvalent	1 200 €	1 200 €

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

Cadre d'emplois des agents de maîtrise (C)		
Groupes De	Emplois ou fonctions exercées	Montant du CIA

Fonctions		Plafonds annuels réglementaires	Borne supérieure
Groupe 1	Responsable d'équipe, agent doté d'une ou plusieurs qualification.s spécifique.s ou particulière.s	1 260 €	1 260 €
Groupe 2	Agent technique polyvalent	1 200 €	1 200 €

♦ Filière médico-sociale

Arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisé des écoles maternelles (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant du CIA	
		Plafonds annuels réglementaire	Borne supérieure
Groupe 1	ATSEM ayant des responsabilités particulières	1 260 €	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €	1 200 €

♦ Filière animation

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation

Adjoint d'animation (C)			
Groupes De Fonctions	Emplois ou fonctions exercées	Montant du CIA	
		Plafonds annuels réglementaire	Borne supérieure
Groupe 1	Encadrement de proximité et d'usagers	1 260 €	1 260 €
Groupe 2	Agent d'exécution	1 200 €	1 200 €

MODULATION DU REGIME INDEMNITAIRE DU FAIT DES ABSENCES

Le CIA ne sera pas versé aux agents absents pendant les 12 derniers mois à compter de la date du précédent versement.

A condition d'avis favorable du comité technique, le conseil se réunira pour mettre en place la révision du régime indemnitaire.

Objet :
ENFOUISSEMENT
DES RESEAUX
RUE DE LA
BOUVATERIE

DEL 2022/28

Monsieur le Maire indique au conseil que le coût des travaux d'enfouissement a été revu à la hausse, avec un coût estimé à 88 000 € HT au lieu des 64 000 € HT initialement prévus.

Monsieur le Maire et propose au conseil de se prononcer sur cette modification, pour ce faire, Monsieur le Maire présente au conseil municipal

12 voix pour
1 abstention

l'esquisse établie par le département relative à l'effacement des réseaux de distribution d'électricité.

Le coût de cette opération est estimé à 219 000 €

Conformément à la décision du conseil général du 08 octobre 2001, le reste à financer par la commune est de 20 % du coût à confirmer après réalisation de l'étude d'exécution soit 43 000 €

La réalisation de cette opération nécessite la mise en souterrain coordonnée du réseau téléphonique. Monsieur le Maire informe le Conseil municipal de la décision prise par le Département lors de son Assemblée du 7 février 2002, d'assurer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux de génie civil de télécommunication dans le cadre des opérations de dissimulations du réseau téléphonique aérien existant.

Le câblage et la dépose du réseau resteront assurés et financés par Orange.

- Le coût du génie civil de télécommunication est estimé à 45 000 €.
- Conformément à la décision de la Commission permanente du Conseil départemental du 27 février 2017, la participation de la commune est de 100 % du coût à confirmer après réalisation de l'étude d'exécution, soit 45 000€ sur réseau de télécommunication.

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil municipal :

- confirme que le projet est conforme à l'objet de la demande de la commune,
- sollicite l'inscription de ce projet dans le programme départemental pour une réalisation si possible en(mois) 2023..(année).
- sollicite le Département pour la réalisation de l'étude d'exécution de ce projet et s'engage à prendre en charge 100 % du coût de l'étude soit 13 100 € dans le cas où la commune ne donnerait pas une suite favorable à l'accord du Département pour la réalisation des travaux.
- accepte de participer à 20 % du coût des travaux pour l'électricité et à 100 % du coût des travaux pour le génie civil de télécommunication tel qu'ils seront définis par l'étude d'exécution,
- s'engage à voter les crédits nécessaires dès qu'il aura eu connaissance de l'inscription du projet,
- autorise son Maire à signer les actes nécessaires à la réalisation de ce projet,
- Le Conseil municipal prend note que le coût de ce projet est susceptible d'évoluer en fonction de l'étude définitive, de la nature du sous-sol ou suite à des modifications demandées lors de l'élaboration du projet définitif, que les sommes versées au Département dans le cadre de ce projet ne donneront pas lieu à récupération de TVA.

Avec 12 voix pour, et une abstention.

Objet :
SELECTION
ENTREPRISE

/
REFECTION
TROTTOIRS
RUE DE LA
GARE

DEL 2022/29

13 voix pour

Monsieur le Maire présente au conseil municipal les devis des entreprises consultées dans le cadre de leur mise en concurrence pour la réfection des trottoirs rue de la gare.

ARC propose un devis à	53 875 € HT
Eiffage propose un devis à	49 998 € HT
Colas propose un devis à	45 345 € HT
Pigeon TP propose un devis à	45 650,24 € HT

Après discussion, le conseil municipal choisit à l'unanimité la proposition de Pigeon TP est charge Monsieur le Maire de signer tout document nécessaire à l'exécution du projet.

**Objet :
SELECTION
ENTREPRISE**

**/
REFECTION
DES PONTS**

DEL 2022/30

13 voix pour

Monsieur le Maire indique au conseil que plusieurs entreprises ont été sollicitées pour proposer un devis pour la réfection de deux ponts.
Une seule entreprise a proposé un devis à la commune.

Après discussion, à l'unanimité, le conseil municipal décide d'attendre d'avoir reçu au moins un second devis avant de se prononcer.

**Objet :
RENOVATION
MAIRIE
VALIDATION
PROJET ET
DEMANDE DE
SUBVENTIONS**

DEL 2022/31

13 voix pour

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le projet de réhabilitation de la mairie, projet ayant pour finalité de rénover le bâtiment, tout en rationalisant les espaces de travail des agents et en améliorant l'accueil des usagers.

La maîtrise d'œuvre engagée pour l'accompagnement de la commune dans la réalisation de ce projet a pu fournir une proposition chiffrée d'un scénario de réhabilitation de la mairie, présentée ce jour aux membres du conseil. Les travaux envisagés sont estimés à 256 815 € HT.

D'autre part, Monsieur le Maire précise que dans le cadre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux et / ou Dotation de Soutien à l'Investissement Public Local, pour l'année 2023, ce projet est susceptible d'être éligible.

Monsieur le Maire demande aux membres du conseil de se positionner quant à leur souhait de réalisation de ce projet de réhabilitation, selon les modalités présentées.

Ainsi, le conseil municipal, après délibération, à l'unanimité :

- approuve le projet présenté, pour un montant estimé à **256 815 € HT** ;
- décide de solliciter le concours du département (plan d'investissement durable) ;
- décide de solliciter le concours de l'Etat (DETR) ;
- arrête les modalités de financement suivantes :

PLAN DE FINANCEMENT				
DEPENSES € HT		RECETTES € HT		
Coût de l'opération	256 815	Département : plan d'investissement durable	24 570.0	9,57 %
		DETR	128 407.5	50 %
		Reste à charge	103 837.5	40.43 %
		TOTAL	256 815.0	100 %

Le conseil après délibération, à l'unanimité :

- autorise M. le Maire à déposer une demande au titre de la DETR pour l'année 2023 ;
- atteste de l'inscription du projet au budget de l'année en cours 2023 ;
- atteste de l'inscription des dépenses en section d'investissement ;
- atteste de la compétence de la collectivité à réaliser les travaux

Objet :
REVERSEMENT
SUBVENTION
PARIS HIPPIQUES A
SOCIETE DE
COURSES

DEL 2022/32

13 voix pour

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la société « Paris Hippique » a versé une subvention de 811 € 84 à la commune.

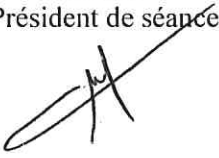

Monsieur le Maire propose au conseil de reverser cette subvention à la société de courses qui gère les manifestations hippiques.

Le conseil après délibération accepte cette proposition à l'unanimité et charge Monsieur le Maire de procéder au versement de la somme de 811 € 84 à la société de courses.

QUESTIONS DIVERSES

- Il est abordé un problème de stationnement gênant devant l'habitation de Madame Tournier.
- Le conseil municipal donne son accord à l'unanimité pour l'extension du kilométrage de voirie communale.
- Le conseil municipal refuse de prendre en charge la réfection du chemin de la propriété anciennement Joffo.
- Le conseil municipal décide de ne pas faire payer les frais de vaisselle pour un montant de 30 euros aux locataires de la salle polyvalente qui ont subi une panne de lave-vaisselle.
- Le repas de Noël est prévu le 15 décembre 2022 à la salle polyvalente
- Le conseil municipal donne son accord pour le marquage au sol de places de stationnement rue du chemin de fer.
- Une Course cycliste passera par Dissay le 25 mars 2023.
- La commission voirie se réunira le 14 janvier 2023 à 9h30.

Fin de séance à 22h30.

M Gérard RICHARD Maire Président de séance 	M Philippe BOURIN Secrétaire de séance 
---	---